

CARÊME CHRÉTIEN ET RAMADAN

Un carrefour de
pénitence inédit
au Bénin



DOUBLE CONFRONTATION BÉNIN-ÉGYPTÉ

Les Amazones
U20 confirment leur
montée en puissance

DÉCENTRALISATION AU BÉNIN : APRÈS LA DÉSIGNATION DES MAIRES

Le défi crucial des Chefs d'Arrondissements et des Commissions



SUSPENSION DE BERTIN KOOVI AU BLOC RÉPUBLICAIN

« Celui qui m'a suspendu
m'a rendu service »,
dixit l'intéressé



FOOTBALL À LA BASE

La Corsair Foot Academy lance
sa 3ème édition pour révéler
les pépites béninoises



MARCHÉS DE NUIT AU BÉNIN



L'économie de
l'ombre, le prix
de la survie

RETROUVEZ NOS ARTICLES SUR NOTRE SITE [HTTPS://PARTNERS-NEWS.COM](https://partners-news.com)

ACTUALITE

INSTITUTIONS DE LA RÉPUBLIQUE

Lutte contre la corruption : Jacques Migan et le HCPC scellent un partenariat stratégique avec le CES

Le Haut-Commissaire à la Prévention de la Corruption a été reçu en audience, ce mardi 17 février 2026, par le président du Conseil Économique et Social (CES). Cette rencontre marque le point de départ d'une synergie accrue entre les deux institutions pour moraliser la vie publique et renforcer la veille citoyenne.

La matinée de ce mardi a été marquée par un ballet diplomatique institutionnel au siège du Conseil Économique et Social. Jacques Migan, Haut-Commissaire à la Prévention de la Corruption (HCPC), s'est entretenu avec Conrad Gbaguidi, président de l'institution. Cette démarche, loin d'être une simple visite de courtoisie, s'inscrit dans une volonté de décloisonner la lutte contre les pratiques illicites au sein de l'appareil d'État.

grité

Pour le Haut-Commissariat, l'efficacité de la mission repose avant tout sur une coopération interinstitutionnelle fluide. Jacques Migan a ainsi réaffirmé sa volonté de placer l'échange et la concertation au cœur de sa stratégie. L'objectif est clair : créer un front commun avec les forces vives de la nation représentées au CES pour ériger des barrières solides contre la corruption.

À la sortie de l'audience, l'importance de ce rapprochement a été soulignée comme un levier essentiel pour l'accomplissement des prérogatives du HCPC. Cette séance de travail a permis de jeter les bases d'un cadre de collaboration structuré, visant à harmoniser les efforts de prévention.



tionnelle

S'exprimant sur la teneur technique des discussions, Étienne Badou, chef du service des études, de la formation et du suivi-évaluation au HCPC, a apporté des précisions sur les perspectives issues de cette rencontre. Selon ce dernier, le renforcement de la coopération entre les deux entités passera par

des mécanismes concrets de suivi et d'évaluation des politiques publiques.

Ce partenariat entre le HCPC et le CES témoigne d'une dynamique nouvelle dans la gouvernance nationale, où la prévention devient le maître-mot pour garantir l'intégrité des ressources et le développement durable du pays.

Une diplomatie de l'inté-

Vers une synergie opéra-

SUSPENSION DE BERTIN KOOVI AU BLOC RÉPUBLICAIN

« Celui qui m'a suspendu m'a rendu service », dicit l'intéressé

Contre toute attente, le sulfureux membre du Bloc Républicain (BR), Bertin Koovi, a réagi avec une sérénité déconcertante à la mesure disciplinaire le frappant au sein de sa formation politique. Loin de s'avouer vaincu, l'homme y voit une opportunité de clarification politique.

Le paysage politique béninois est à nouveau secoué par les sorties épistolaires et médiatiques dont Bertin Koovi a le secret. Alors que la nouvelle de sa suspension des instances du Bloc Républicain (BR) faisait le tour des réseaux sociaux, l'intéressé a choisi de prendre le contre-pied de l'indignation classique. Pour lui, cet acte de sanction est loin d'être un frein à son ambition ou à sa liberté de ton.

Un détachement assumé

Là où beaucoup auraient crié à l'injustice ou à la chasse aux sorcières, l'économiste fondamentaliste affiche un calme olympien. En affirmant que « Celui qui m'a suspendu m'a rendu service », Bertin Koovi suggère que cette mise à l'écart lui redonne une marge de manœuvre qu'il jugeait sans doute entravée par la discipline de groupe. Cette déclaration laisse transparaître une volonté de se repositionner sur l'échiquier politique, sans les contraintes liées à son appartenance active au parti au symbole du cheval cabré.

Les raisons officielles de cette suspension, bien que liées à la ligne de conduite du parti, semblent se-

condaies pour l'acteur politique. Ce dernier préfère transformer ce qu'on pourrait appeler un "échec institutionnel" en une victoire personnelle, renforçant son image d'électron libre au sein de la mouvance présidentielle.

Une reconfiguration en vue ?

Cette posture soulève néanmoins des interrogations sur l'avenir de Bertin Koovi. En se disant "servi" par sa propre sanction, il lance un message codé tant à ses détracteurs internes qu'à ses soutiens. S'agit-il d'un divorce consommé ou d'une simple pause tactique ?

Pour les observateurs, cette sortie est une manière habile de conserver le contrôle du récit médiatique. En refusant le statut de victime,



il se place en observateur averti, prêt à rebondir là où on l'attend le moins. Une chose reste certaine : même suspendu, le ton Koovi continue de résonner, prouvant que l'homme n'a pas l'intention de s'effacer de la scène publique.

POLITIQUE

NOUVEAU SOUFFLE AU PALAIS DES GOUVERNEURS

Joseph Djogbénou installe son équipe de choc

Le Président de l'Assemblée nationale, Joseph Fifamin Djogbénou, a officiellement installé les nouveaux membres de son cabinet ce lundi 16 février 2026. Ce remaniement stratégique au sommet de l'institution parlementaire vise à optimiser l'efficacité technique et politique de la 10ème législature.

La salle polyvalente Antoine Kolawolé Idji de l'Assemblée nationale a servi de cadre, ce lundi, à une cérémonie solennelle de passation de charges. Devant un parterre de députés, de cadres administratifs et de proches des promus, les nouveaux visages de l'administration parlementaire ont officiellement pris possession de leurs fonctions. Ce mouvement de cadres, loin d'être une simple rotation d'effectifs, dessine les contours d'une présidence qui entend accélérer la cadence de ses réformes.

Un cabinet de technocrates et de stratèges

Le ton est désormais à la rigueur et à la célérité. La lecture des actes de



nomination a révélé l'ossature de cette équipe de confiance. Abou Torou prend les rênes en tant que Directeur de cabinet, épaulé par Christian Parfait Ahoyo au poste de Directeur adjoint. Le secrétariat particulier est confié à Fousséni Sambaou, tandis que Bio Edmond Jolidon Lafia assurera la gestion délicate du protocole. Pour compléter ce dispositif, Igor

Alignon Boco et Kossi Antoine Louis Djedou ont été nommés assistants.

Lors de son allocution, le nouveau Directeur de cabinet, Abou Torou, a pris la mesure de la tâche, s'engageant à travailler en synergie avec l'équipe en place. De son côté, le Secrétaire général administratif, Mariano Ogoutou, a réitéré la pleine disponibilité de l'administration parlementaire

pour accompagner ces nouveaux piliers de l'institution.

Cap sur la performance législative

Cette restructuration intervient à un moment charnière de la législature. En renouvelant son entourage immédiat, Joseph Djogbénou affiche sa volonté de renforcer l'impact de l'action parlementaire. Les nouveaux promus, dont les profils allient expertise et finesse politique, ont été appelés à une loyauté sans faille et à un professionnalisme exemplaire pour servir la République.

Le nouveau cabinet devra non seulement gérer l'agenda diplomatique et politique de la présidence, mais aussi veiller à ce que l'image de l'Assemblée nationale soit celle d'une institution moderne et résolument tournée vers le service des populations. Avec cette équipe désormais au complet, le Président Djogbénou dispose des leviers nécessaires pour conduire les grands chantiers de la 10ème législature.

CRIET

Un ex-commandant des forces spéciales françaises dans le viseur de la justice béninoise

Un ancien officier supérieur de l'armée française, reconverti dans les affaires au Bénin, a comparu ce lundi 16 février 2026 devant la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (CRIET). Il est poursuivi pour des faits présumés de « fausses attestations » et de trafic de permis de conduire.

Le box des accusés de la juridiction spéciale de Porto-Novo a accueilli un profil pour le moins inhabituel. Un ancien commandant des forces spéciales françaises, aujourd'hui à la retraite et entrepreneur installé au Bénin depuis trois ans et demi, doit répondre d'accusations graves portant sur la falsification de documents administratifs officiels.

Un entrepreneur aux activités troubles ?

À la barre, le prévenu a tenté de justifier sa présence prolongée sur le territoire national par des oppor-

tunités professionnelles, notamment un contrat signé avec une société locale. Cependant, l'instruction brosse un tableau bien différent de ses activités quotidiennes. La justice le soupçonne d'être au centre d'un réseau d'établissement de faux permis de conduire béninois au profit de ses connaissances.

Les éléments matériels présentés par l'accusation lors de l'audience de ce lundi sont accablants : du matériel informatique saisi à son domicile et des vidéos montrant, selon la Cour, un processus de fabrication de documents frauduleux. Pour chaque "service" rendu, l'ex-militaire aurait perçu une commission avoisinant les 150 000 FCFA.

Une ligne de défense entre déni et médiation

Face aux juges, l'ancien officier a fermement rejeté les accusations de production directe. S'il admet avoir



servi d'intermédiaire dans certaines démarches administratives par courtoisie, il nie toute implication dans une entreprise de falsification. Détenteur d'un permis ivoirien — fruit d'une conversion de son titre français à Abidjan —, il se défend de toute méconnaissance des procédures légales.

Le dossier implique également un autre ressortissant français. Ce dernier a reconnu l'usage d'un document frauduleux, tout en plaidant sa bonne foi en affirmant ignorer son caractère factice.

Dans l'attente du verdict

Les débats ont été suspendus et l'audience renvoyée au 16 mars prochain, selon des informations rapportées par Bip Radio. Ce délai devrait permettre au ministère public et à la défense d'approfondir les preuves techniques issues des saisies informatiques. L'ex-commandant, dont le parcours héroïque dans l'armée française contraste avec la nature des faits reprochés, reste dans l'attente de son jugement.

ECONOMIE

MARCHÉS DE NUIT AU BÉNIN

L'économie de l'ombre, le prix de la survie

Dès que les derniers rayons du soleil s'effacent et que les grands centres commerciaux ferment leurs portes, une autre ville s'éveille. De Dantokpa à Calavi en passant par Akpakpa, les trottoirs se muent en étals improvisés. Entre opportunités de survie et défis de santé publique, immersion au cœur de ce commerce nocturne qui dicte désormais le rythme de la métropole.

La poussière de la journée n'est pas encore retombée que déjà, les premières lampes torches et ampoules sur batterie scintillent le long des artères principales. À Cotonou, la fin du service administratif ne signifie pas l'arrêt de la consommation. Bien au contraire, une population invisible de vendeurs prend possession du bitume, créant un maillage commercial qui s'étire jusqu'aux premières lueurs de l'aube.

Le relais des "petites mains" du soir

Le profil de ces acteurs est varié. On y croise des mères de famille qui prolongent leur journée pour maximiser leurs gains, mais aussi de jeunes étudiants ou des travailleurs journaliers. Pour beaucoup, le marché de nuit est une nécessité imposée par la vie chère. « Ici, on ne paie pas de place fixe comme au grand marché, et c'est le seul moment où les fonctionnaires qui rentrent tard peuvent s'arrêter pour le dîner », confie une vendeuse de friture à la sauvette.

Ces marchés offrent une flexibilité que les structures formelles ne peuvent plus garantir. Ils comblent le vide laissé par la fermeture à 18h des grandes places marchandes, devenant le garde-manger indispensable des travailleurs de nuit et des retardataires.

Entre précarité sanitaire et risques sécuritaires



Toutefois, cette effervescence nocturne ne va pas sans poser de sérieuses questions. Sous la lumière blafarde des réverbères, l'hygiène est souvent le parent pauvre de l'activité. Les denrées alimentaires, exposées à la pollution des gaz d'échappement et manipulées sans accès à l'eau courante, présentent des risques sanitaires évidents pour les consommateurs.

La sécurité constitue l'autre zone d'ombre de ce tableau. L'occupation anarchique des trottoirs force les piétons à circuler sur la chaussée, au milieu d'un trafic de motos et de camions parfois mal éclairés. Les policiers en patrouille, bien que présents pour prévenir les vols et agressions, peinent parfois à réguler ce flux humain désordonné qui déborde sur les voies rapides.

Une ville qui ne dort jamais

Malgré ces obstacles, l'enquête sur la vie de ceux qui travaillent quand la ville dort révèle une résilience impressionnante. Ces marchés ne sont pas seulement des lieux de transaction ; ce sont des espaces de socialisation nocturne où se dessine un nouveau visage de Co-

tonou. Cette économie de l'ombre, bien que non comptabilisée dans les statistiques officielles, est le poumon qui permet à des milliers de foyers de garder la tête hors de l'eau.

Face à l'ampleur du phénomène, le défi pour les autorités municipales reste entier : comment encadrer ce secteur informel sans étouffer la vitalité économique de ces travailleurs de la nuit ?

Dantokpa, le ventre de Cotonou ne dort jamais

Si les marchés de quartier sont des lieux de dépannage, Dantokpa la nuit est une véritable plateforme logistique. C'est entre 22h et 4h du matin que les camions chargés de vivres (tomates, piments, oignons, tubercules) arrivent des zones rurales ou des pays frontaliers.

Le ballet des cageots de tomates

Sur les rives, les vendeuses de tomates, appelées les "grossistes du soir", réceptionnent les marchandises à la lumière des projecteurs ou de simples lampes frontales. Ici, le commerce se fait au gros.

Les transactions sont rapides, nerveuses. On s'arrache les meilleurs cageots avant que les revendeuses des marchés de quartier (Akpakpa, Fidjrossè ou Godomey) ne viennent s'approvisionner dès 5h du matin.

« C'est la nuit que tout se joue. Si tu n'es pas là à 2h du matin pour décharger le camion, à l'aube, il ne reste plus que les tomates écrasées. La nuit, c'est le marché des braves », explique Sali, qui gère un stock de produits maraîchers depuis plus de 15 ans.

Les défis du "marché des berges"

Travailler à Dantokpa la nuit, c'est aussi affronter des conditions extrêmes :

* L'insalubrité : Avec l'humidité de la lagune et l'absence de ramassage d'ordures la nuit, les vendeuses évoluent souvent dans la boue et les déchets.

* La manutention : Une armée de porteurs, souvent de jeunes garçons, slalome entre les étals chargés de sacs de 50 kg sous un vacarme de cris et de klaxons.

ACTUALITE

* Le micro-crédit informel : Tout se paie en espèces. Des sommes importantes circulent de main en main, sous l'œil vigilant de "chefs de zone" qui assurent une forme de sécurité privée à l'intérieur du marché.

Trois visages de la nuit cotonoise

1. Maman Chantal, la "Sentinelle" du condiment (Akpakpa) À 52 ans, Chantal commence sa "deuxième journée" quand les bureaux ferment. Installée sur un tabouret de fortune à l'angle d'un carrefour éclairé par un lampadaire vacillant, elle vend des tomates, du piment et des oignons.

« Mes clients sont des pères de famille qui se rappellent au dernier moment qu'il n'y a plus rien pour la sauce à la maison. La nuit, on ne négocie pas trop le prix, on achète pour vite rentrer. » Pour elle, la nuit est plus calme que le tumulte de Dantokpa, mais le risque reste la proximité des voitures qui frôlent son étal de quelques centimètres.

2. Ismaël, l'étudiant aux deux vies (Tokpa) Étudiant en deuxième année de droit, Ismaël vend des accessoires de téléphone et des chargeurs devant l'entrée d'un quartier étudiant. De 19h à minuit, il transforme son sac à dos en boutique lumineuse grâce à des guirlandes LED.

« Le bénéfice que je fais ici paie mes photocopies et mon loyer. Le jour je suis à l'amphi, la nuit je suis au front. C'est fatigant, mais la nuit, la police nous laisse un peu plus tranquilles que le jour où ils font la chasse à l'occupation de l'espace public. »

3. Le Brigadier-chef S., l'œil du carrefour (Patrouille nocturne) En poste près d'un grand axe à l'entrée de Cotonou, ce policier observe ce ballet incessant avec un mélange de tolérance et de vigilance.

« Notre rôle est de veiller à ce que le commerce ne devienne pas un obstacle à la circulation. C'est déli-



cat : si on les chasse, on empêche des familles de manger, mais si on les laisse trop s'étendre, l'accident est inévitable. La nuit, l'alcool et la fatigue des conducteurs sont nos plus grands ennemis. »

L'impact invisible sur le panier de la ménagère : la nuit, le prix de la survie

Le marché de nuit n'est pas seulement une commodité temporelle ; c'est un régulateur de prix impitoyable. À Dantokpa ou dans les marchés de quartier, les tarifs pratiqués sous les étoiles sont souvent plus volatils que ceux du jour. Ils dépendent directement de l'heure d'arrivée des camions et de la météo.

Une inflation nocturne ? D'un côté, les prix peuvent chuter drastiquement en fin de nuit : les grossistes préfèrent liquider leurs stocks de produits périssables (tomates, piments) à bas prix plutôt que de les voir pourrir sous le soleil du lendemain. C'est l'aubaine pour les foyers les plus modestes qui viennent s'approvisionner à l'aube.

À l'inverse, l'absence de concurrence formelle en milieu de nuit permet parfois aux vendeurs de quartier d'appliquer une "taxe de service" sur les produits de première nécessité, rendant le panier de la ménagère plus onéreux pour celui qui achète par urgence à 23h.

Le rôle du transport Le coût du transport nocturne, souvent plus élevé en raison de la rareté des taxis-motos (Zémidjans) ou de la dangerosité des routes, se répercute systématiquement sur le prix du kilo de maïs ou de gari. « Si je paie plus cher pour amener mon sac à 3h du matin, le client doit aussi participer un peu », justifie une vendeuse de vivres.

Finalement, cette économie de l'ombre agit comme un amortisseur social : elle permet aux plus pauvres d'accéder à des produits déclassés en fin de nuit, tout en garantissant une disponibilité permanente pour ceux qui ont les moyens de payer le prix fort de la commodité nocturne.

Sécurité et hygiène, les

angles morts de la nuit

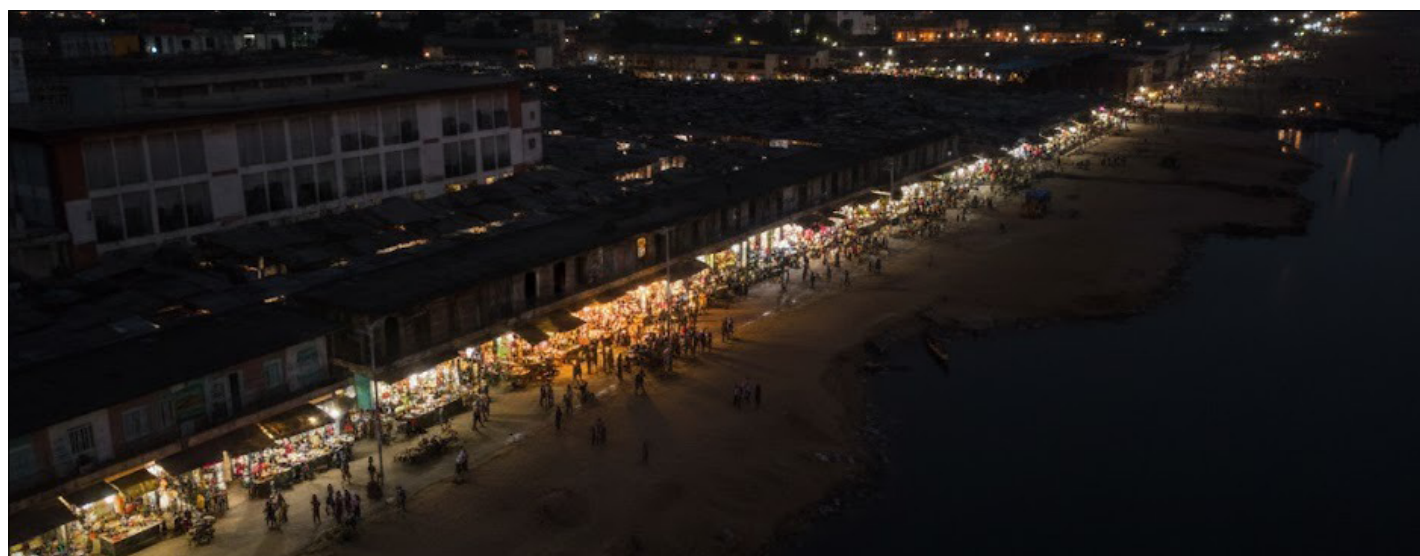
Si l'économie nocturne est un moteur pour Cotonou, elle reste une zone de vulnérabilité majeure pour les femmes qui la font vivre. Pour transformer cette économie de l'ombre en un secteur plus sûr, plusieurs leviers pourraient être activés par les autorités municipales et les comités de gestion des marchés :

* L'éclairage public ciblé : La sécurisation des zones de décharge-ment à Dantokpa et des principaux carrefours de vente par des lampadaires solaires réduirait drastiquement les risques d'agressions et les accidents de circulation.

* La gestion des déchets en temps réel : L'instauration d'une rotation nocturne des services de collecte d'ordures éviterait l'accumulation de déchets près des denrées alimentaires (tomates, vivres), garantissant une meilleure hygiène pour le consommateur.

* Des points d'eau de proximité : L'installation de bornes fontaines accessibles la nuit permettrait aux vendeuses de maintenir une salubrité minimale, essentielle pour la manipulation des produits maraîchers.

* La présence rassurante des forces de l'ordre : Au-delà des patrouilles mobiles, des postes de veille fixes dans les zones de grande affluence nocturne sécuriseraient les flux financiers importants qui circulent de main en main entre minuit et l'aube.



ACTUALITE

DÉCENTRALISATION AU BÉNIN

Après la désignation des maires, le défi crucial des Chefs d'Arrondissements et des Commissions

Si le visage des nouveaux exécutifs communaux est désormais connu, la machine de la décentralisation n'a pas encore atteint sa pleine vitesse de croisière. Pour cette 5ème mandature, l'enjeu se déplace désormais vers la désignation des Chefs d'Arrondissements (CA) et la structuration des commissions permanentes, piliers indispensables de l'action locale.

La désignation des maires et de leurs adjoints a marqué la première phase de l'installation de la cinquième mandature. Mais au sein des hôtels de ville, l'heure n'est pas encore totalement à la célébration. Pour que les conseils communaux et municipaux soient pleinement opérationnels, plusieurs paliers administratifs et politiques restent

à franchir. Dans de nombreuses localités, le processus de désignation des Chefs d'Arrondissements (CA) demeure en attente, créant un vide qu'il convient de combler pour assurer la continuité des services de proximité.

Le moteur technique : les quatre commissions permanentes

Au-delà des visages politiques, c'est l'ossature technique des mairies qui doit être érigée. Conformément aux textes en vigueur, les conseils doivent impérativement installer leurs commissions permanentes. Ces instances sont le laboratoire où se préparent les décisions qui impacteront le quotidien des citoyens. Quatre axes majeurs sont concernés :

Les affaires sociales, sportives et culturelles ;

Les affaires économiques et financières ;

Les affaires domaniales et environnementales ;

La coopération et les relations internationales.

Sans la mise en place de ces commissions, aucune délibération stratégique ne peut être sérieusement instruite, bloquant de fait le démarrage des grands chantiers de développement local.

L'épreuve du feu pour le nouveau Code territorial

Cette installation se déroule sous

l'égide de la loi n° 2021-14 du 20 décembre 2021 portant Code de l'administration territoriale. Cette réforme, qui a profondément réorganisé la gouvernance locale au Bénin, a introduit une séparation plus nette entre les fonctions politiques et les fonctions techniques.

L'enjeu pour les nouveaux élus est désormais de s'approprier ces nouveaux mécanismes pour éviter les blocages administratifs. La désignation des CA et des membres des commissions sera le premier test de cohésion pour les forces politiques en présence, mais aussi un indicateur de la rapidité avec laquelle cette mandature compte répondre aux attentes des populations.

TRANSPORT AÉRIEN

Amazone Airlines prend son envol avec l'obtention de son Permis d'Exploitation

L'Agence Nationale de l'Aviation Civile (ANAC) a officiellement délivré, ce vendredi 13 février 2026, le précieux sésame à la nouvelle compagnie nationale. Cette certification marque la fin d'un rigoureux processus de contrôle et le début d'une nouvelle ère pour le rayonnement du Bénin dans les cieux.

Le paysage aéronautique béninois vient de franchir un palier historique. Dans les locaux de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile (ANAC), le drapeau de la compagnie nationale Amazone Airlines a flotté avec une vigueur nouvelle lors de la remise officielle de son Permis d'Exploitation Aérien (PEA). Cette cérémonie solennelle consacre l'aboutissement d'un parcours technique exigeant, plaçant désormais la compagnie sur la rampe de lancement opérationnelle.

Une vision présidentielle concrétisée

Pour le Directeur Général d'Amazone Airlines, Monsieur Lambert Loko, ce certificat est bien plus

qu'un simple document administratif. C'est la concrétisation d'une ambition d'État. « Cette cérémonie de certification constitue une étape historique pour le transport aérien au Bénin », a-t-il déclaré, soulignant que la compagnie porte la vision du Président Patrice Talon de doter le pays d'un outil de souveraineté capable de soutenir les ambitions du programme de développement national.

Lambert Loko a par ailleurs tenu à rassurer les futurs usagers et les partenaires internationaux : la compagnie s'engage à respecter scrupuleusement les normes de sécurité, de sûreté et de qualité de service édictées par l'Organisation de l'Aviation Civile Interna-



SUITE A LA PAGE 7

ACTUALITE

SUITE DE LA PAGE 6

tionale (OACI).

Un parcours sans faute vers la certification

L'obtention du PEA ne doit rien au hasard. Monsieur Elisée Dansou, Chef projet Certification, a profité de l'occasion pour rappeler la rigueur du processus. De la qualification du personnel navigant à la mise

en conformité des procédures opérationnelles, chaque détail a été passé au crible. Un Système de Gestion de la Sécurité (SGS) robuste a été instauré, garantissant que les opérations d'Amazon Airlines répondent aux standards les plus élevés du secteur.

De son côté, le Directeur Général de l'ANAC, Monsieur Karl Legba, a insisté sur le rôle de gendarme

du ciel de son institution. La délivrance de ce permis atteste, selon lui, de la pleine capacité technique d'Amazon Airlines à assurer un transport aérien sûr, fiable et conforme aux exigences réglementaires en vigueur.

Vers les premiers vols

Avec ce permis en poche, Amazon Airlines dispose désormais

de la légitimité juridique et technique pour lancer ses activités commerciales. Le Bénin se dote ainsi d'un levier stratégique pour renforcer son intégration régionale et son attractivité touristique. Le défi pour la jeune compagnie sera désormais de transformer cet essai technique en succès commercial dans un ciel africain de plus en plus concurrentiel.

SRTB

Le cap des retraites anticipées pour réussir la mutation

Engagée dans une profonde réforme institutionnelle, la Société de Radio et de Télévision du Bénin (SRTB) amorce une phase délicate de gestion de son capital humain. Entre départs volontaires et mises à la retraite proportionnelles, l'ex-ORTB mise sur un dégraissage stratégique pour laisser place à l'ère numérique.

La métamorphose de l'audiovisuel public béninois n'est plus seulement une question d'identité visuelle ou de dénomination. Depuis la fusion des entités ayant donné naissance à la SRTB, le volet social de la réforme passe à la vitesse supérieure. Au cœur de cette manœuvre : un plan massif de retraites anticipées visant à redessiner les contours d'une administration médiatique souvent jugée vieillissante.

Une transition technologique et humaine

L'enjeu de cette compression d'effectifs est avant tout technique. Avec le déploiement de la TNT (Télévision Numérique Terrestre), les besoins en compétences ont radicalement changé. L'objectif affiché par les autorités est de « faciliter la transition vers une structure plus agile et technologique ». Pour ce faire, la SRTB privilégie le recrutement de nouveaux profils spécialisés dans le numérique, au

détriment des structures administratives lourdes héritées du passé.

Les procédures mises en place ne se veulent pas punitives. Il s'agit, selon les orientations de la réforme, de plans de « départs volontaires » ou de mises à la retraite proportionnelles. Ces mesures concernent en priorité les agents ayant atteint un certain seuil d'ancienneté ou d'âge, permettant ainsi de libérer des postes stratégiques pour la nouvelle génération de techniciens et de créateurs de contenus.

Le défi du dialogue social

Si la direction de la SRTB avance avec détermination, le succès de cette opération repose sur la qualité de l'accompagnement social. Ces procédures sont normalement « encadrées par des indemnités de séparation ou des mesures sociales » afin de garantir une fin de carrière digne aux agents impactés.

Toutefois, le climat reste sous surveillance. Pour que cette mutation soit perçue comme une opportuni-

té plutôt que comme une éviction, le maintien d'un échange constant entre les syndicats et la hiérarchie est impératif. Comme le rappellent les observateurs du secteur, le dialogue social est « l'élément clé pour que ces retraites anticipées ne soient pas perçues comme une rupture brutale ».

À terme, cette restructuration doit permettre à la SRTB de s'aligner sur les standards de performance des grands groupes de médias internationaux, tout en consolidant son rôle de service public à l'ère du digital.



ACTUALITE

LES MAIRES DU BÉNIN

1. **Comé** : Edgard Tohouégnon
2. **Bopa** : Abel Djossou
3. **Grand-Popo** : AYIKPE Carlos
4. **Houéyogbé** : Casimir Sossa
5. **Athiémé** : François Assou
6. **Lokossa** : HOUNZA John
7. **Zagnanado** : Damase Akpoyété
8. **Covè** : Auguste Aihunhin
9. **Bohicon** : Ferdinand Bokossa
10. **Djidja** : Martin Katakenon
11. **Za-Kpota** : Marc Ahossouboko
12. **Zogbodomey** : Daniel Houesse
13. **Abomey** : Franck Kpassassi
14. **Agbangnizoun** : Oscar Kouholi
15. **Ouinhi** : ZANNOU Bernard
16. **Ouèssè** : Romain Ayédoun
17. **Savè** : Rafiou Challa
18. **Glazoué** : Dieudonné Agbaka OGOUTCHONI
19. **Dassa-Zoumé** : Lawin Okry kadupke Armand
20. **Savalou** : HOUEDO François
21. **Banté** : FACHEHOUN Daniel
22. **Toffo** : Marguerite Agbanze
23. **Tori-Bossito** : Cosme Ayao Akondé
24. **Allada** : Calixte Ganguenon
25. **Kpomassè** : Kénam Mensah
26. **Ouidah** : HOUETCHENOU Christian
27. **Abomey-Calavi** : KOTY Nathanael
28. **Zé** : GBANDE Paolo Agbatri Armando
29. **SôAva** : OUSSOU André TODJE
30. **Adjohoun** : Félicien Hounkanrin

31. **Aguégués** : Ernest Agbokoumessi
32. **Akpro Misséréte** : Thomas Singbo
33. **Sèmè-Podji** : WANVOEGBE Germain
34. **Adjarra** : GANHOUTODE Sèna Gabriel
35. **Avrankou** : Joseph HOUNKANRIN
36. **Bonou** : ZOUNMENOU Emmanuel
37. **Dangbo** : AGON Hyacinthe
38. **Porto-Novo** : Toukourou Rachad
39. **Cotonou** : Luc Gnacadja
40. **Nikki** : Roland Joseph Lafia
41. **Kalalé** : Garba Say Abdouwahabou
42. **N'Dali** : Daouda Saké Mèrè
43. **Pèrèrè** : Mama Chabi Abdou Arouna
44. **Bembéréké** : Lafia Moussa
45. **Parakou** : Zul-Kifly Zacharie
46. **Sinendé** : Issifou Yacoubou
47. **Tchaourou** : Rafiou Owotché



48. **Banikoara** : Bio Ali Sabi Goré
49. **Malanville** : Kassim Labo Goumbi
50. **Kandi** : TIDJANI Seydou Bary
51. **Ségbana** : Zinatou Alazi Osseini
52. **GOGOUNOU** : Abdul Razack Kora
53. **Karimama** : Dourhaman IGOUMA
54. **Natitingou** : Taté Ouindeyama
55. **Toucounouna** : Patricia Saï Ponna
56. **Boukombé** : Ludovic NAMBI
57. **Cobly** : Gnanyati Boni Alphonse
58. **OUASSA PEHUNCO** : Ouorou Maro Koto
59. **Kérou** : Wari Brisso Pierre
60. **Kouandé** : Sabi Dan Bienvenu
61. **Matéri** : Kassa Robert
62. **Tanguiéta** : Noma Aboubakar
63. **Djouguou** : Yaya Idrissou
64. **Bassila** : Tassou Zakari Filikibirou
65. **Ouaké** : Maharane Zacari
66. **Copargo** : Idrissou Séibou
67. **Aplahoué** : Hyppolite Natabou
68. **Djakotomey** : Sokégbé Ulrich
69. **Dogbo** : Ako Dodji
70. **Klouékanmé** : DAYALOR Lonlonto Gilchrise
71. **Lalo** : Goerges Ekpé
72. **Toviklin** : Tchikpé Eskil
73. **Adja-Ouèrè** : Amoussou Laurent Kolawolé
74. **Ifangni** : Anselme Agumon
75. **Kétou** : Adegnika Angélique TitiLOYA
76. **Pobè** : Kouchade Clément
77. **Sakété** : Oniyogou Alexis Olatundji

SUIVEZ-NOUS SUR PARTNERS-NEWS.COM

POLITIQUE/SPORT



Cotonou, le 07 février 2026

LE PRESIDENT

VICE-PRESIDENT CHARGE DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES ET ELECTORALES

SECRETARIAT ADMINISTRATIF PERMANENT

N°26-059/BR/BP/BEN/Pt/VPAAE/SAP/SA

NOTE DE SERVICE PORTANT SANCTION DE MONSIEUR BERTIN
KOOVI

Faisant suite à la proposition de son Secrétariat Exécutif, le Bureau Exécutif National, réuni en session extraordinaire le samedi 07 février 2026, a pris les mesures disciplinaires suivantes à l'encontre de Monsieur Bertin KOOVI, militant du parti :

1- Pour une durée de un (01) ans, Monsieur Bertin KOOVI est suspendu de toutes activités au sein du parti à compter du 07 février 2026.

2- Pour une durée de trois (03) ans, l'intéressé n'est susceptible d'occuper aucun poste de responsabilité au sein du parti ni d'être nommé à aucun titre auprès de responsables du parti.

La présente note prend effet pour compter du 07 février 2026. Elle sera publiée partout où besoin sera.

Fait à Cotonou, le 07-février 2026

Le Président,



Abdoulaye BIO TCHANE

Ampliations : - Président.....01 -BP.....379 - BEN.....01 - Archive.....01 - Intéressé.....01

Bloc Républicain (BR), sis. Étoile Rouge, Cotonou, Carré N° 1058, Quartier Agbodjèdo, Littoral. Tel : 51829010
Mail : sapbr2022@gmail.com

FOOTBALL À LA BASE

La Corsair Foot Academy lance sa 3ème édition pour révéler les pépites béninoises

Le top de la troisième édition de la Corsair Foot Academy sera donné ce mercredi 18 février 2026. L'annonce officielle a été faite ce lundi à Cotonou, confirmant l'engagement de la compagnie aérienne et de ses partenaires dans la détection et le perfectionnement des jeunes talents du football national.

Le stade de l'amitié de Cotonou s'apprête à vibrer au rythme de la jeunesse. Lors d'une conférence de presse tenue ce lundi, les organisateurs de la Corsair Foot Academy ont dévoilé les contours de la troisième édition de ce programme devenu incontournable dans le paysage sportif béninois. Fidèle à sa mission, l'académie itinérante se donne pour priorité de professionnaliser la formation dès le plus jeune âge.

**Détecter et former la
relève de demain**

L'objectif de cette initiative est clair : offrir aux jeunes talents béninois un encadrement de haut niveau pour faciliter leur progression vers le circuit professionnel. En mettant l'accent sur la rigueur technique et tactique, la Corsair Foot Academy souhaite combler le fossé entre la pratique informelle et les exigences des centres de formation internationaux.

« L'enjeu est de contribuer activement à l'émergence de la relève sportive nationale », ont souligné les organisateurs devant un parterre de journalistes. Pour cette

édition, des techniciens chevronnés sont attendus pour animer des ateliers spécifiques et évaluer le potentiel des participants.

Un pont entre sport et développement

Au-delà de l'aspect purement athlétique, ce projet porté par la compagnie Corsair illustre un engagement sociétal fort. En investissant dans le football à la base, l'initiative participe à l'éducation par le sport et offre des perspectives concrètes à une jeunesse passionnée par le

cuir rond.

Le lancement officiel prévu ce mercredi 18 février marquera le début d'une série de détectations et de sessions intensives qui pourraient bien transformer le destin de plusieurs jeunes footballeurs locaux. Avec cette troisième édition, le Bénin confirme sa position de terre fertile pour le football, à condition que l'accompagnement suive, ce que s'attache à faire la Corsair Foot Academy.

POLITIQUE

LE MONDE SALUE JESSE JACKSON

Le « pasteur des déshérités » et pilier des droits civiques

Le révérend Jesse Jackson, compagnon de lutte de Martin Luther King et figure de proue de la cause afro-américaine, s'est éteint ce mardi 17 février 2026 à l'âge de 84 ans. Il laisse derrière lui l'héritage d'un demi-siècle de combats pour l'égalité, la justice et la dignité humaine.

Une page de l'histoire américaine se tourne. C'est entouré des siens, après un long combat contre la maladie de Parkinson, que le pasteur Jesse Jackson a rendu son dernier souffle ce mardi. « Inlassable artisan du changement, il a donné une voix aux sans-voix », a déclaré sa famille dans un communiqué empreint d'émotion. Des rues de Memphis en 1968 aux côtés de Martin Luther King, jusqu'aux larmes de joie lors de l'élection de Barack Obama en 2008, Jackson aura été le témoin et l'acteur de toutes les grandes mutations raciales des États-Unis.



Militant acharné contre l'apartheid, il rappelait encore en 2012 que la fin de la ségrégation raciale en Afrique du Sud n'était qu'une étape, soulignant que l'égalité économique restait le « prochain défi » à relever.

Hommages unanimes

L'annonce de son décès a suscité une vague de réactions au-delà des clivages politiques. Le président Donald Trump a salué une « force de la nature », louant son intelligence et son amour sincère pour les gens. Malgré les polémiques qui ont parfois jalonné sa carrière, Jesse Jackson demeure pour l'histoire celui qui a appris à une partie de l'Amérique à se tenir debout.

Avec sa disparition, le mouvement des droits civiques perd l'un de ses derniers géants, mais son écho continuera de résonner dans les luttes contemporaines pour la justice sociale.

La Rédaction

De la rue aux urnes : un précurseur politique

Bien avant l'avènement du premier président noir américain, Jesse Jackson a brisé les plafonds de verre. Candidat aux primaires démocrates en 1984 et 1988, il a su mobiliser ce qu'il appelait les « damnés et les déconsidérés ». Sa rhétorique puissante, marquée par le célèbre slogan « Entretenez l'espoir ! », a forcé le Parti démocrate

à intégrer les préoccupations des minorités et des classes populaires dans son logiciel politique.

Fervent critique des inégalités, il qualifiait le système économique de son époque de « Robin des bois à l'envers », dénonçant un État qui privilégiait les nantis au détriment des démunis. Son organisation, Rainbow PUSH Coalition, reste aujourd'hui un pilier du soutien scolaire et financier pour les familles afro-américaines défavorisées.

Un diplomate de l'ombre sur la scène mondiale

L'influence de Jesse Jackson ne s'arrêtait pas aux frontières de l'Oncle Sam. Véritable médiateur international, il a négocié la libération d'otages en Syrie, en Irak et en Yougoslavie. Émissaire de Bill Clinton pour l'Afrique, il a parcouru le continent, du Nigeria au Kenya, pour consolider les processus démocratiques.

SÉNÉGAL

Les universités en ébullition, le collectif des amicales décrète 72 heures de grève

Un nouveau bras de fer s'engage entre les étudiants sénégalais et le gouvernement. Depuis ce mardi 17 février 2026, un mouvement de grève paralyse les cours. En cause : la mort suspecte d'un étudiant, des arrestations de leaders syndicaux et des arriérés de bourses qui attisent la colère sur les campus.

L'ambiance est lourde sur les campus sénégalais. Le collectif des amicales de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad) a lancé un mot d'ordre de grève de 72 heures, effectif jusqu'à jeudi. Cette mobilisation nationale, qui s'étend de Dakar à Saint-Louis, intervient dans un cli-

mat de haute tension marqué par des heurts répétés avec les forces de l'ordre.

Un lourd tribut : entre deuil et détentions

La principale étincelle de cette nou-

velle crise est le décès d'Abdoulaye Ba, survenu lundi dernier lors d'une intervention policière sur le campus social de l'Ucad. Si le procureur de la République a affirmé dans un communiqué préliminaire que les premières constatations « ne corroborent pas les rumeurs de violences

physiques », la version officielle peine à convaincre les étudiants qui réclament « vérité et justice ».

Parallèlement, le collectif exige la libération immédiate de ses leaders : Demba Ka, Waly Faye et Bathié

SUITE A LA PAGE 11

INTER

CRUES HISTORIQUES EN FRANCE

L'Ouest submergé par un « océan » d'eau douce

Sous l'effet de la tempête Nils et de pluies incessantes, une crue « généralisée » d'une ampleur inédite frappe la France. Samedi 15 février 2026, la Gironde et le Lot-et-Garonne ont été maintenus en vigilance rouge, alors que des records datant de plus de 60 ans tombent les uns après les autres.

Le paysage du sud-ouest de la France est devenu méconnaissable. Là où coulait la Garonne, s'étend désormais un véritable océan intérieur. À La Réole, le fleuve a atteint des sommets, transformant des centaines d'hectares de terres en étendues aquatiques à perte de vue. Cette situation critique est le résultat d'une saturation exceptionnelle des sols, incapables d'absorber la moindre goutte d'eau supplémentaire après un mois de perturbations continues.

Une étendue géographique jamais vue

Selon Vigicrues, le phénomène actuel est historique. « L'étendue géographique n'a jamais été aussi vaste depuis la création de la vigilance en 2006 », souligne Jean-Marie Coulomb, adjoint opérationnel au service central de Vigilance. Au plus fort de l'épisode, 88 départements français ont enregistré des débordements de cours d'eau, battant ainsi le record d'humidité de 1959.

En Gironde, l'eau est montée par endroits de plus d'un mètre en moins de 24 heures, forçant l'éva-



cuation d'environ 80 personnes. À Bourdelles, petit village de 90 habitants, l'isolement est total, les routes d'accès ayant disparu sous plusieurs mètres d'eau.

Évacuations massives et digues sous surveillance

Dans le Lot-et-Garonne, la menace est devenue structurelle. Des « fragilités » ont été détectées sur plusieurs digues, entraînant l'évacuation préventive de près de 1 500 personnes dans le département. Si une « décrue

lente » s'est amorcée samedi soir à Tonneins (après un pic à 9,58 mètres), la vigilance reste maximale.

Le bilan matériel est lourd : ponts fermés, infrastructures submergées et habitations isolées. Les services de secours, notamment la Brigade nautique, multiplient les patrouilles en bateau pneumatique pour ravitailler ou extraire les résidents les plus vulnérables.

L'ombre du changement climatique

Alors que les experts de Météo

France restent prudents sur l'attribution directe de cet épisode au réchauffement climatique, le constat de Vigicrues est sans appel : les phénomènes extrêmes s'intensifient. La durée exceptionnelle de cette crue, ininterrompue depuis la mi-janvier, témoigne d'une modification profonde des cycles hydrologiques.

Avec une quinzaine de départements également placés en vigilance neige-verglas dans le Nord et une menace d'avalanches dans les Pyrénées, la France fait face à une offensive météorologique multisectorielle qui ne semble pas encore avoir dit son dernier mot.

SUITE DE LA PAGE 10

Fall. Poursuivis pour des chefs d'accusation graves, allant de la destruction de biens publics à l'atteinte à la sûreté de l'État, leur sort judiciaire est suspendu aux décisions du parquet attendues ce mardi. Les arrestations récentes de deux autres étudiants, Amadou Cheikhou Oumar Diallo et Mor Diouf, ont fini de radicaliser le mouvement.

Des bourses au cœur de la contestation

Au-delà de l'aspect sécuritaire et judiciaire, la crise prend racine dans des revendications sociales persistantes. Le paiement intégral des rappels de bourses pour les

étudiants de Master 1 demeure un point de friction majeur. C'est d'ailleurs ce mécontentement financier qui avait poussé les étudiants à instaurer des journées « sans ticket » (repas gratuits au restaurant universitaire), provoquant l'entrée des forces de l'ordre sur le campus.

À l'Université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis, la solidarité s'organise avec le même mot d'ordre, paralysant ainsi les principales institutions d'enseignement supérieur du pays.

Le dialogue de sourds

Face à l'urgence, le rectorat de l'Ucad tente d'ouvrir des vannes de discussion. Des concertations ont été engagées avec les partenaires sociaux pour « rechercher une sortie



de crise par le dialogue » et sauver l'année académique. Toutefois, ces discussions se tiennent pour l'instant sans les principaux concernés. Les amicales, suspendues depuis jeudi dernier, refusent toute table ronde tant que leurs camarades resteront derrière les barreaux.

Alors que le procureur doit s'exprimer ce mardi après-midi pour éclaircir les circonstances du décès d'Abdoulaye Ba, la menace d'une année blanche plane plus que jamais sur l'université sénégalaise.

ANNONCE

VIENT DE PARAÎTRE

Sylvain Valentin KUASSI

46,42€

Sylvain Valentin KUASSI

**LES RUNES. PAROLES OU
VERBES DU DIEU ODIN**

LES RUNES, PAROLES OU VERBES DU DIEU ODIN

DISPONIBLES SUR :

<https://www.amazon.fr/dp/B0G6THDLQY>

CONTACT :

+229 01 66 73 61 09